



CONGO

Le Représentant spécial à l'investiture du Président Sassou Nguesso



Le Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, a représenté le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, à la cérémonie d'investiture du Président Denis Sassou Nguesso, qui a eu lieu le 16 avril à Brazzaville, en présence d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement du continent. Il lui a souhaité plein succès dans la mise en œuvre de son nouveau mandat (après sa réélection à

l'issue de la présidentielle du 21 mars 2021) ainsi que dans la poursuite de ses missions en tant que Président en exercice de la CEEAC.

Echanges avec des partenaires

En marge de l'investiture, le Chef de l'UNOCA, qui a séjourné à Brazzaville du 14 au 17 avril, a également eu des échanges avec plusieurs autres

personnalités. Avec le Président Evariste Ndayishimiye du Burundi, il a par exemple évoqué la tenue prochaine de la 51^e session ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC) prévue du 24 au 28 mai 2021 à Bujumbura. Par ailleurs, des sujets d'intérêt commun liés à la paix et à la sécurité en Afrique centrale ont

meublé ses discussions avec le Premier Ministre du Cameroun, le Ministre des Affaires étrangères du Congo, et le Ministre des Relations extérieures de l'Angola, de même qu'avec le Président de la Commission de l'Union africaine, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Président de la Commission de la CEMAC et le Président de la Commission de la CEEAC.

Compte tenu des contraintes liées à l'actualité, ce numéro d'INTERFACE couvre exceptionnellement quatre mois, de janvier à avril 2021. Merci pour votre fidélité et rendez-vous très bientôt pour la prochaine livraison, sachant que nous étudions la possibilité de produire, dans un avenir proche, un mensuel et non plus un trimestriel. En attendant, notez que la 61^e édition de la newsletter consacrera un mini dossier sur la 51^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC) qui a eu lieu à Bujumbura (Burundi) du 24 au 28 mai 2021.

CONGO - PRESIDENTIELLE 2021 : le Chef de l'UNOCA avait plaidé pour un scrutin pacifique

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale a effectué une visite de travail à Brazzaville du 18 au 19 février, quelques semaines avant l'élection présidentielle du 21 mars 2021. Au cours de ce séjour, M. François Louncény Fall a été reçu en audience par le Ministre congolais des Affaires étrangères, M. Jean-Claude Gakosso, en présence du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, M. Chris Mburu. Ils ont évoqué les efforts de l'ONU en faveur de la démocratie et du développement au Congo. A cet égard, M. Fall a informé le Ministre Gakosso de l'appui de l'UNOCA dans la formation des journalistes en reportage sensible aux conflits et aux questions de genre en période électorale, « en vue de la consolidation du processus démocratique pacifique en République du Congo ». Au-delà du processus électoral, le Ministre

des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence en exercice de la CEEAC, a mis en relief la situation en République centrafricaine.

Appel au dialogue

M. Fall a également tenu des consultations avec la communauté diplomatique, les candidats à la présidentielle, des représentants des partis politiques et la Commission nationale électorale indépendante (CNEI).

Durant ses échanges avec les partenaires nationaux, le Représentant spécial a rappelé le contenu de la « Déclaration de Malabo sur les élections démocratiques et pacifiques comme moyen de renforcer la stabilité et atteindre les objectifs de développement durable en Afrique centrale », adoptée le 4 décembre 2020 par le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique cen-

trale (UNSAC). De plus, il a réitéré son appel à un dialogue constant et au recours aux voies légales pour résoudre tout différend

professionnalisme dans l'exercice de leur métier, notamment en évitant de faire la promotion des discours de haine et des situa-



qui pourrait survenir durant le processus électoral. M. Fall a insisté sur ces aspects lors d'un échange avec la presse à l'issue d'une séance de travail à la CNEI. Il a saisi cette occasion pour inviter les journalistes à renforcer le

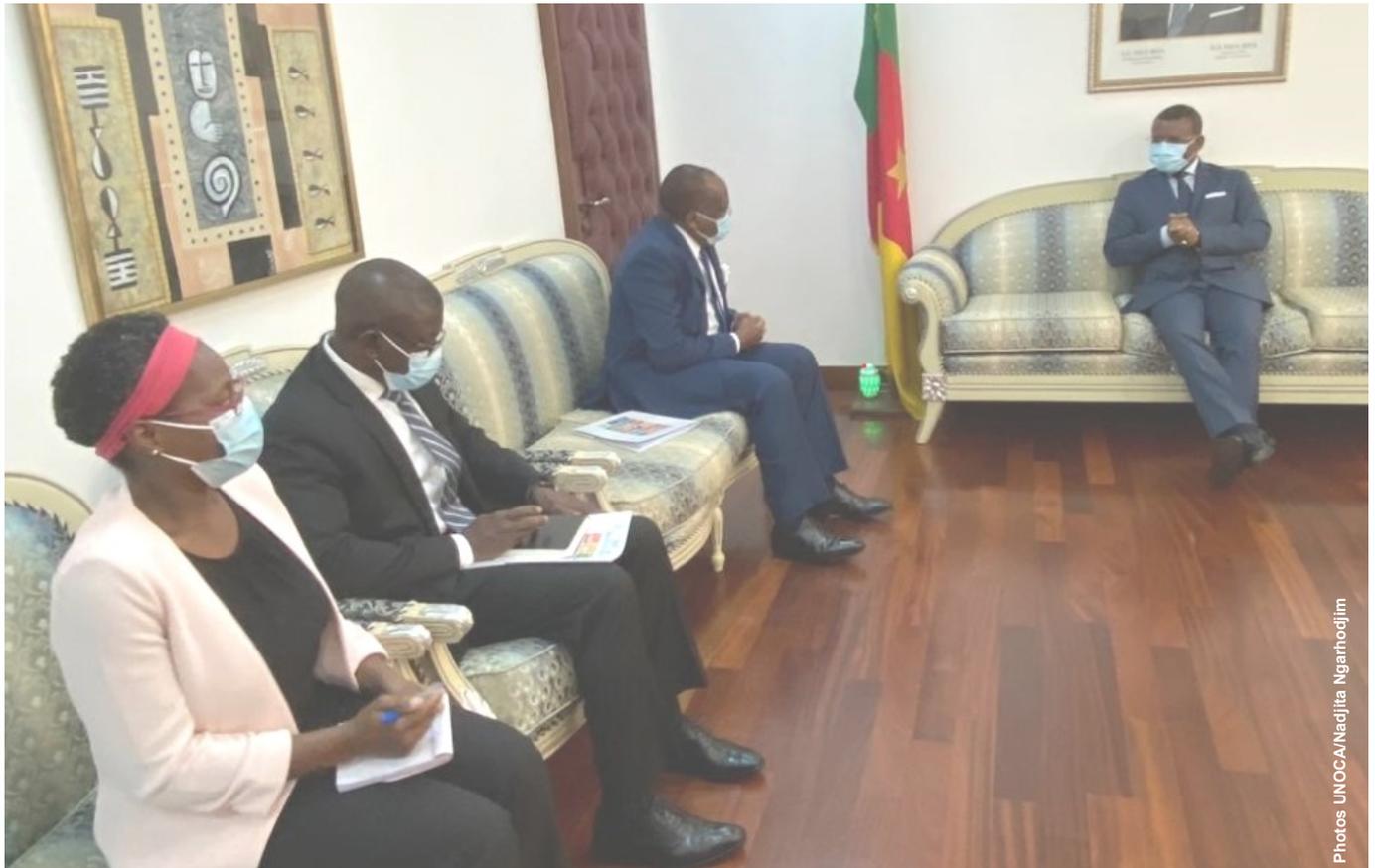
tions pouvant entraîner des violences du fait de leurs productions médiatiques. Il les a ainsi encouragés à faire bon usage des formations organisées par les Nations Unies au Congo avec le soutien de l'UNOCA.



Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji



CAMEROUN : le Chef de l'UNOCA poursuit ses efforts de promotion de la stabilité



Photos UNOCA/Nadjita Ngarnodjim

Du 17 au 20 mars, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a effectué une visite de travail à Yaoundé, au Cameroun. Il y a rencontré le Premier Ministre, M. Joseph Dion Ngute, avec qui il s'est appesanti sur l'impact de la crise sanitaire causée par la COVID-19 dans le pays et les efforts que le Gouvernement mène dans la lutte contre cette pandémie. Les deux personnalités ont également discuté de la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad, des défis sécuritaires dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ainsi que de l'engagement du Cameroun dans la promotion de la stabilité en Afrique centrale, y compris en République centrafricaine.

De même, M. François Louncény Fall a eu des entretiens fructueux avec le Ministre délégué auprès du Ministre des Relations extérieures chargé de la Coopération avec le Commonwealth, M. Félix Mbayu, et le Ministre d'Etat, Secrétaire général de la Présidence, M. Ferdinand Ngoh Ngoh.

Avant de quitter Yaoundé, le Représentant spécial a aussi rencontré les membres du corps diplomatique et des représentants d'organisations de la société civile.

Hommage au Ministre Adoum Gargoum



Le Représentant spécial a profité de son passage au Ministère des Relations extérieures pour signer le livre de condoléances ouvert à la mémoire du Ministre délégué chargé de la Coopération avec le monde islamique, le regretté Adoum Gargoum.

Décès du Président Idriss Déby Itno : l'ONU perd un « partenaire essentiel »

Après l'annonce du décès du Chef de l'Etat tchadien, les Nations Unies ont salué sa mémoire, y compris en mettant le drapeau onusien en berne le jour de ses obsèques le 23 avril. Le Secrétaire général y était représenté par le Chef de l'UNOCA, qui garde de bons souvenirs de ses rencontres avec le Maréchal du Tchad.



Le Représentant spécial et le le Maréchal du Tchad après une audience le 12 septembre 2019 à N'djamena. © Photo Présidence de la République du Tchad

« Le Secrétaire général [de l'ONU] a été profondément attristé par la nouvelle du décès du Président tchadien Idriss Déby Itno [...] », a indiqué son porte-parole, M. Stéphane Dujarric, dans une déclaration de presse publiée le 20 avril. Selon lui, « le Président Déby Itno était un partenaire essentiel pour les Nations Unies et a contribué de manière significative à la stabilité régionale, en particulier dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé au Sahel ».

Le Tchad est l'un des plus grands contributeurs de troupes aux opérations de paix de l'ONU. Près de

1500 soldats tchadiens servaient comme Casques bleus à la fin du mois de février 2021, la quasi majorité au sein de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) dont il est le deuxième plus grand fournisseur de troupes. N'Djamena participe également à la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie Niger et Tchad).

Bâtir un avenir pacifique

Au pouvoir au Tchad depuis 1990, M. Déby Itno est mort des suites de blessures reçues alors qu'il visitait [...] ses troupes engagées dans des combats contre des rebelles, a annoncé mardi 20 avril

le porte-parole de l'armée, le Général Azem Bermandoa Agouana.

M. António Guterres a adressé ses plus sincères condoléances à la famille de M. Déby Itno, ainsi qu'au peuple et au gouvernement du Tchad. « En ces moments difficiles, les Nations Unies soutiennent le peuple tchadien dans ses efforts pour bâtir un avenir pacifique et prospère », a souligné le porte-parole du Secrétaire général.

Sur Twitter, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Volkan Bozkir, a également adressé ses plus sincères

condoléances au peuple tchadien à la suite du décès de M. Déby Itno.

Dans un tweet le 21 avril, le Chef de l'UNOCA a également salué la mémoire du Maréchal, notant que l'ancien Chef d'Etat tchadien a joué un rôle « majeur pour l'intégration régionale en Afrique centrale ».

Alors que le Tchad organisait les funérailles de M. Déby Itno le 23 avril, le drapeau de l'ONU a été mis en berne au siège des Nations Unies à New York en hommage au défunt Président.

Source : d'après ONU Info, 20 avril

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



La priorité de l'ONU est de « désamorcer les tensions et de préserver la paix »



Une scène de vie au Tchad, où l'ONU travaille avec ses partenaires pour maintenir le calme et contribuer au développement. Photo ONU/Eskinder Debebe (Archives).

[...] A la suite à la mort de M. Déby Itno annoncée mardi 20 avril, un « Conseil militaire de transition » (CMT) dirigé par l'un des fils du Président défunt, le Général Mahamat Déby Itno, a pris le pouvoir au Tchad. « Ce qui nous importe le plus maintenant est d'aider à désamorcer les tensions et à préserver la paix dans le cadre de notre mandat de prévention des conflits », a déclaré le 22 avril 2021 le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, M. Stéphane Dujarric, en réponse aux questions de journalistes. « Nous allons consulter étroitement les partenaires africains sur la meilleure façon de soutenir le pays [...] », a-t-il ajouté.



Photo ONU Tchad

néral de l'ONU.

Le 20 avril, le CMT avait annoncé qu'il s'engageait à organiser

des élections libres et démocratiques à l'issue d'une transition de 18 mois. « Nous attendons également avec intérêt d'aider

les parties prenantes tchadiennes à œuvrer en faveur d'une élection pacifique et inclusive menant à la nomination d'une nouvelle direction civile », a précisé M. Dujarric.

L'ONU travaille avec ses partenaires africains, notamment l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), « sur une position concertée sur la meilleure façon de soutenir le pays », a-t-il ajouté.

Source : D'après ONU Info, 23 avril

Besoins humanitaires croissants : il faut mobiliser 617 millions de dollars

La situation actuelle au Tchad est caractérisée par des besoins humanitaires croissants liés au conflit dans le bassin du lac Tchad, ainsi que par les effets du changement climatique. « (Les Nations Unies) et (leurs) partenaires poursuivent leurs opérations dans ce pays d'Afrique centrale pour aider les communautés touchées », a indiqué, le 20 avril, le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse.

Le plan de réponse humanitaire pour le Tchad requiert un financement de l'ordre de 617 millions de dollars cette année. À ce jour, il n'est financé qu'à hauteur de 6%. L'ONU exhorte la communauté internationale à fournir un soutien financier pour répondre aux besoins des personnes dans le besoin.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2020, les Nations Unies ont apporté une assistance humanitaire à au moins 2,2 millions de personnes au Tchad, qui accueille également un certain nombre de communautés de réfugiés des pays limitrophes.

Source : D'après ONU Info, 20 avril 2021

[...] « Je pense qu'il est important que tous les acteurs politiques et autres au Tchad restent calmes, s'abstiennent de toute violence supplémentaire qui pourrait nuire aux civils et compliquer davantage une situation difficile », a déclaré le porte-parole du Secrétaire gé-

François L. Fall : trouver des « solutions consensuelles et inclusives aux défis actuels »



En marge des obsèques du Maréchal du Tchad où il a représenté le Secrétaire général, le Chef de l'UNOCA a été reçu en audience le 26 avril à Ndjama par le Président du Conseil militaire de transition, le Général Mahamat Idriss Deby. Les deux personnalités ont échangé sur les questions nationales et régionales. M. François Louncény Fall a saisi cette occasion pour réaffirmer

la détermination de l'ONU à soutenir les efforts du Tchad et ceux de ses partenaires, notamment l'UA et la CEEAC, dans la recherche des « solutions consensuelles et inclusives aux défis actuels ». L'enjeu est important car il s'agit, selon M. Fall, de promouvoir la paix, la stabilité et le développement durables dans le pays et la sous-région. Dans cette dynamique, le Chef de l'UNOCA,

qui a séjourné à Ndjama du 23 au 27 avril, a aussi eu des consultations avec la classe politique et la société civile.

Lors de ses interactions avec les autorités et autres acteurs tchadiens, M. François Louncény Fall était accompagné de Mme Violet Kakyomya, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies au Tchad.



Environ 1800 membres du personnel onusien travaillent au Tchad

Environ 1800 membres du personnel onusien travaillent au Tchad. Une équipe-pays des Nations Unies fédère les activités des différentes agences onusiennes dans le pays, sous la direction de Mme Violet Kakyomya, Coordinatrice résidente (sur la photo avec le Président Idriss Deby Itno).

« Nous poursuivons bien entendu, notre travail humanitaire et notre aide à la population », a assuré le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, M. Stéphane Dujarric, qui a rappelé notamment le travail de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en faveur des réfugiés centrafricains présents sur le territoire tchadien.

« Nous nous concentrons maintenant sur le travail avec les partenaires africains parce que c'est quelque chose qui est avant tout un problème régional, un problème sous-régional », a souligné M. Dujarric, en référence aux partenariats entre l'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

Source : D'après ONU Info, 23 avril 2021



**ALERTE CORONAVIRUS
PROTÉGEONS-NOUS ET
PROTÉGEONS LES AUTRES
POUR SAUVER DES VIES**



La CEEAC et l'UNOCA valident leur plan d'action prioritaire pour 2021



Ambiance de campagne électorale pour la présidentielle, Avenue des Martyrs à Brazzaville (Congo), en mars 2021. Les enjeux électoraux font partie des domaines où la CEEAC et l'UNOCA ont décidé de renforcer leur coopération. Photo UNOCA/Norbert N. Ouendji

La Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) ont tenu le 29 mars 2021, par visioconférence, leur retraite conjointe sur le thème : « Renforcer le partenariat entre la Commission de la CEEAC et l'UNOCA sur la problématique de la gouvernance pour mieux répondre aux défis à la paix et à la sécurité en Afrique centrale ». Dans leurs propos introductifs, le Président de la Commission de la CEEAC, M. Gilberto da Piedade Verissimo, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, ont mis l'accent sur l'ampleur des défis dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, et souligné la nécessité d'y faire face de manière concertée. A cet égard, ils ont

rappelé le rôle crucial de la Commission de la CEEAC, indiquant que la réforme institutionnelle de l'organisation sous-régionale intervenue le 1^{er} septembre 2020 constitue une opportunité pour œuvrer de manière efficiente en faveur de la prévention des crises, de la consolidation de la paix, de l'intégration régionale et du développement durable de l'Afrique centrale. MM. Fall et Verissimo ont plaidé pour le renforcement de la place des femmes et des jeunes dans les programmes et dispositifs y relatifs. Ils ont salué le travail des ONG, évoquant en particulier « la montée en puissance » de la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC) - mise en place avec le soutien de la CEEAC et de l'UNOCA.

Au-delà de ces remarques sur le thème de la retraite, les échanges ont porté sur les priorités définies dans le Plan stratégique à moyen

terme 2021-2025 de la CEEAC et son Plan d'action prioritaire 2021. Les discussions ont permis d'identifier les domaines où la collaboration et la coopération entre la CEEAC et l'UNOCA doivent être renforcées en 2021. Il en est ainsi des questions liées à la gouvernance politique, à la promotion du genre, aux enjeux électoraux ainsi qu'à la lutte contre la piraterie maritime, le changement climatique, les groupes armés et les mouvements terroristes, notamment Boko Haram et l'Armée de résistance du seigneur (LRA). Le Président de la Commission de la CEEAC et le Chef de l'UNOCA ont adopté une vision commune (2021-2025) leur permettant de mener des actions conjointes.

Renforcer les relations de travail

Dans cette perspective, un plan de travail conjoint pour l'année 2021 a été élaboré. Il prend en compte les domaines clés pour lesquels un appui financier et un

soutien technique sont nécessaires ainsi que les activités dont les impacts sur la sécurité et la paix en Afrique centrale seront rapidement perceptibles. Le Président de la Commission de la CEEAC et le Chef de l'UNOCA ont appelé à une mise en œuvre rapide des décisions contenues dans les différents documents conjoints de stratégie et de planification adoptés lors des travaux. Ils ont également insisté sur la nécessité de renforcer davantage les relations de travail entre leurs équipes respectives en vue de la réalisation efficace et efficiente de leurs vision et priorités communes.

La retraite conjointe CEEAC/UNOCA du 29 mars 2021 était la première entre les deux institutions depuis que la Commission de la CEEAC a remplacé le Secrétariat Général de la CEEAC. Quatre rencontres similaires avaient été organisées avant cette réforme.

SAO TOME ET PRINCIPE – GUINEE EQUATORIALE : mise en œuvre de la résolution 1325

Du 25 au 29 avril 2021, Mme Silvia De Giuli, Responsable pour les questions de Genre à l'UNOCA, a participé à une mission à Sao Tomé afin de soutenir le gouvernement et les autres parties prenantes dans l'élaboration du plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 sur les Femmes, la paix et la sécurité.

La même expertise a été fournie à la Guinée équatoriale, où Mme Marilyn Ngum Fru, Conseillère politique principale à l'UNOCA, a séjourné du 16 au 21 avril 2021.

Les deux missions ont été effectuées conjointement avec la CEEAC à travers sa Commission en charge de la promotion du Genre et du Développement humain et social. Elles ont été organisées à la demande des autorités de Sao Tomé et Principe, et de la Guinée équatoriale soucieuses d'accélérer le processus de mise en œuvre de la résolution 1325 dans leur pays respectif. Ladite résolution, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 31 octobre 2000, invite les États membres à « faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise

de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends ». Elle met en relief plusieurs autres enjeux liés, entre autres, à la nécessité pour toutes les parties à un conflit armé de « prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé ».

Des diplomates britanniques et canadiens chez le Représentant spécial



▲ En visite officielle à Libreville dans le cadre de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC – COP 26), le Haut-Commissaire du Royaume-Uni au Cameroun, M. Rowan Laxton, a été reçu par le Représentant spécial le 28 janvier. Les questions relatives aux quatre pays de l'Afrique centrale auprès desquels le Haut-Commissaire est accrédité (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, et Tchad) étaient au cœur de leurs discussions.



▲ Le 3 mars, le Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, a reçu le Haut-Commissaire Richard Bale, Ambassadeur du Canada auprès du Gabon, basé à Yaoundé (Cameroun). En visite à Libreville dans le cadre de la présentation, le 2 mars, de ses lettres de créances au Président Ali Bongo Ondimba, M. Bale a sollicité cet entretien pour aborder certaines questions de paix et sécurité dans la sous-région, conformément à son mandat régional. Les deux personnalités ont partagé leurs analyses sur divers dossiers et discuté du rôle des Nations Unies et des autres partenaires internationaux dans la gestion des défis sécuritaires qui continuent de menacer la stabilité de certains Etats.

COP 26 : l'UNOCA à un dîner en l'honneur de M. Alok Sharma

Le 29 janvier, le Représentant spécial et d'autres membres de la communauté diplomatique au Gabon ont participé à un dîner offert en l'honneur du Président de la COP 26, M. Alok Sharma, qui est aussi membre du Parlement britannique. Ce dîner a permis de mettre en exergue le rôle du Gabon, sous le leadership du Président Ali Bongo Ondimba, en tant que Champion de l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique, et de discuter des préparatifs de la COP 26 qui aura lieu le 1^{er} novembre 2021 à Glasgow, en Ecosse. M. François Louncény Fall a saisi cette occasion pour présenter le projet régional élaboré et mis en œuvre par l'UNOCA, avec l'appui financier du Royaume-Uni, sur l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique centrale.

UNOCA-OIF : renforcement du partenariat en faveur de la paix et la sécurité



Photo UNOCA/M. Nzengou

Le nouveau Représentant de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour l'Afrique centrale basé à Libreville (Gabon), M. Alphonse Waguena, a effectué une visite de courtoisie auprès du Représentant spécial, M. François Louncény Fall, le 31 mars. Il était accompagné du Spécialiste de Programme Coopération et Développement, M. Kanel Engandja-Ngoulou. Le Représentant de l'OIF a assuré le Chef de

l'UNOCA de sa disponibilité à travailler avec le Bureau régional. Les deux officiels se sont réjouis du rôle de l'OIF dans les processus électoraux dans la sous-région et des perspectives de renforcement du partenariat entre leurs deux institutions, en faveur de la paix et la sécurité en Afrique centrale.

L'OIF est membre observateur de l'UNSAC depuis 2017.

UNOCA - UNESCO : développer la coopération dans le domaine des droits humains

M. Eric Volibi, Représentant de l'UNESCO par intérim au Gabon, a rendu une visite de courtoisie au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, le 14 mars 2021. Les deux hauts fonctionnaires des Nations Unies ont souligné leur engagement à renforcer la coopération entre leurs entités respectives, notamment dans le domaine des droits humains. Ils ont également fait un tour d'horizon sur des questions d'actualité d'intérêt commun.

1945 - 2020 : JOIGNEZ-VOUS A NOUS POUR LA CELEBRATION DU 75^e ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES



UN75
2020 ET AU-DELÀ

FAÇONNONS
NOTRE
AVENIR
ENSEMBLE

ELECTIONS PACIFIQUES : les journalistes congolais face à leurs responsabilités



Le Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, M. Norbert N. Ouendji, était l'un des formateurs principaux des trois ateliers sur la « couverture médiatique des processus électoraux selon une approche basée sur la promotion de la paix, des droits humains et du genre », qui ont eu lieu à Brazzaville (22 – 24 février 2021) et à Pointe-Noire (1^{er} – 6 mars 2021). Ces ateliers ont pris fin dans la capitale économique congolaise au cours d'une cérémonie officielle présidée le 6 mars 2021 par M. Philippe Mvouo, Président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), en présence de M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies et de M. Raoul Mateus Paula, Ambassadeur de l'Union Européenne ainsi que du représentant du Ministère congolais des Affaires étrangères, M. Saturnin Boukaka (Directeur des Organisations des Nations Unies).

Les formations, qui ont pris fin au moment où s'ouvrait la campagne électorale pour la présidentielle

du 21 mars, ont permis à 105 professionnels de l'information ; la régulation des médias



(privés et publics) issus de tous les départements du pays de renforcer leurs capacités et leurs connaissances dans la maîtrise de la loi électorale. Ils ont été aussi édifiés sur les questions liées à la place des femmes journalistes dans la couverture des processus électoraux ; à la promotion de la paix, des droits humains et du genre ainsi qu'à la protection des

dias ; l'éthique et la déontologie ; la responsabilité sociale des journalistes ; les techniques de collecte et de traitement équilibré de l'information électorale ; la lutte contre les « fake news », etc.

Non à la désinformation !

« Vous devez barrer la voie à la désinformation en privilégiant un

journalisme préventif axé sur la diffusion des informations fiables et de qualité », avait souligné le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies dans son mot de clôture. « La diffusion d'une information partisane peut affecter négativement l'ensemble d'un processus électoral, et dans certains cas, elle peut, hélas, occasionner des violences, des crises ou des conflits », avait-il expliqué, saluant les conclusions générales des ateliers de Brazzaville et de Pointe-Noire, y compris les Déclarations adoptées à l'issue des travaux (voir plus loin).

M. Chris Mburu a indiqué que les Nations Unies sont attentives aux initiatives qui seront prises en vue de la mise en œuvre de ces Déclarations, qui constituent un résultat concret rendant compte de l'attachement des participants aux valeurs universelles prônées par l'ONU.

Lancée deux semaines plus tôt à Brazzaville par M. Thierry Lézin Mougala, Ministre de la Communication et des Médias, Porteparole du gouvernement, ces formations ont été financées par le PNUD et organisées conjointement avec le CSLC. Elles ont été animées par des intervenants d'horizons divers, y compris ceux de l'UNESCO, du Centre d'information des Nations Unies au Congo, du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale basé à Yaoundé (Cameroun) et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), dont le siège est à Libreville, au Gabon. Les experts mis à disposition par les partenaires du CSLC, de la Commission nationale électorale indépendante, du Ministère de la Défense et du Ministère de l'Intérieur, ont également contribué au succès de cette activité. Les participants ont en effet exprimé leur satisfaction par rapport à la qualité des travaux pratiques, des interventions et des échanges. Tous ont reçu une attestation de formation.



Protection des journalistes : sensibilisation en vue au sein de la Force publique congolaise



Photo ONU Congo

Le Responsable de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, M. Norbert N. Ouendji, et le Conseiller Paix et Développement de l'ONU au Congo, M. Stean Tshiband, ont été reçus le 11 mars 2021 par le Colonel

Jean-Aimé Ignoumba, Directeur général des Affaires stratégiques et de la Coopération militaire (DGASCOM) du Ministère congolais de la Défense. Ce dernier, qui coordonne également les actions de communication de cette institution, a remercié l'ONU d'avoir donné l'occasion aux Forces de défense et de sécurité (FDS) d'échanger avec les journalistes avant la présidentielle du 21 mars 2021.

L'Officier congolais était, en effet, à trois reprises face aux hommes et femmes de média, notamment à Brazzaville (24 février) puis à Pointe-Noire (3 et 4 mars). Au-delà de ses interventions sur la sécurité des journalistes en période électorale, il a saisi cette opportunité pour rappeler les missions essentielles des FDS et

les passerelles de collaboration qui existent entre elles et la presse. Une démarche qui a permis non seulement de clarifier les rôles des uns et des autres, mais aussi et surtout de lever certaines incompréhensions sur le mode opératoire des éléments de la force publique.

Satisfaction

Globalement, le Colonel Jean-Aimé Ignoumba a dit sa satisfaction par rapport à l'impact de sa contribution, reflétée dans les Déclarations adoptées par les participants à l'issue des travaux. Dans le point 2 desdites Déclarations (Brazzaville et Pointe-Noire), les journalistes expriment en effet leur gratitude aux organisateurs pour les sessions animées par les FDS, et recommandent que « ce type de rencontre se multiplie non seulement avec ces dernières mais aussi avec d'autres institutions républicaines ». Le Colonel Jean-Aimé Ignoumba en a pris bonne note. Il a aussi révélé qu'il fera un usage approprié des communications qui ont retenu son attention, dont celle concernant l'essentiel de ce que les journa-

listes doivent faire et savoir avant, pendant et après un scrutin ainsi que celles portant sur la prévention des conflits électoraux et sur la résolution 2222 (2015) du Conseil de sécurité sur la protection des journalistes. Il a promis, en particulier, de poursuivre et de densifier la sensibilisation des éléments de la force publique sur la compréhension et l'application de cette résolution. Les professionnels de la communication exerçant au sein de l'armée, de la

gendarmerie et de la police en seraient les principaux bénéficiaires.

La résolution 2222 fait partie des sujets développés par le Responsable de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA lors des formations de Brazzaville et de Pointe-Noire. Il a assuré la modération de la dernière session du Colonel Jean-Aimé Ignoumba (photo ci-dessus).



Photo UNOCA / Norbert N. Ouendji

L'armée et les responsables de médias face à face

Lors des ateliers de Brazzaville et de Pointe-Noire, le Colonel Jean-Aimé, Directeur général des Affaires stratégiques et de la Coopération militaire (DGASCOM) du Ministère congolais de la Défense, avait pris l'engagement d'initier des actions visant à renforcer l'esprit de coopération qui avait caractérisé ses échanges avec les participants. A cet égard, il a organisé une séance de travail vendredi 12 mars 2021 avec des responsables de certains organes de presse basés dans la capitale congolaise. Lors de cet événement, le Directeur général de la DGASCOM a procédé à une restitution des leçons apprises lors de ces ateliers et souligné la nécessité d'une rencontre mensuelle entre sa direction et les journalistes.

Le Responsable de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, M. Norbert N. Ouendji, et le Conseiller Paix et Développement de l'ONU au Congo, M. Stean Tshiband, ont pris part, comme invités/observateurs, à ce débriefing.

VISITE DES MEDIAS : poursuite des échanges sur les enjeux professionnels



Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji

En marge des ateliers de Brazzaville et de Pointe-Noire sur la couverture médiatique des processus électoraux, le Responsable de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, M. Norbert N. Ouendji, a participé à plusieurs réunions formelles et échanges informels avec des responsables des médias. En compagnie du Conseiller Paix et Développement de l'ONU au Congo, M. Stean Tshiband, il a aussi visité certains organes de presse, notamment *La Semaine africaine*, *Les Dépêches de Brazzaville* et *VOX TV*. Objectif : prolonger les discussions sur des sujets importants évoqués lors des formations. Ces entretiens, qui ont eu lieu le 10 mars, ont permis non seulement de



mieux comprendre l'environnement professionnel des journalistes concernés ainsi que leurs défis, mais aussi de renforcer la collaboration avec l'ONU et de

noter que les formations de Brazzaville et de Pointe-Noire ont eu un écho favorable ou ont été très utiles, notamment dans le contexte électoral du moment.

Tous les interlocuteurs ont émis le vœu que les Nations Unies priorisent ce genre d'initiatives et étudient la possibilité de les élargir pour prendre en considération les exigences liées au déficit de formation des journalistes congolais de manière générale.

Les visites dans les rédactions congolaises mentionnées plus haut ont eu lieu en présence du Conseiller spécial du Président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), M. Joseph Bahoua.

Plusieurs autres responsables de médias n'étaient pas disponibles en raison, entre autres, des contraintes liées à la couverture du processus électoral.



Photo ONU Congo

Avant de quitter Brazzaville le 15 mars 2021, le Responsable de la Communication stratégique de l'UNOCA (au milieu) a été reçu par le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, M. Chris Mburu (premier à partir de la gauche). Il lui a exprimé son entière satisfaction pour la mission accomplie au Congo ainsi que sa reconnaissance pour la disponibilité et la contribution de l'UNOCA à la mise en œuvre de son mandat. Il était accompagné du Conseiller Paix et Développement, M. Stean Tshiband, qui a été l'une des chevilles ouvrières des ateliers de Brazzaville et de Pointe-Noire. Remerciements de l'UNOCA à tous les collègues pour leur accueil chaleureux.

Jean-Paulin à la sixième rencontre des professionnels du protocole et des relations publiques



Photos IPPRB

Monsieur Jean-Paulin Mabyala, Assistant au protocole/UNOCA, a pris part, du 26 au 30 avril 2021, dans la capitale économique de Côte-d'Ivoire, à la sixième édition du « Abidjan Contact Protocole », la rencontre internationale des professionnels du protocole et des relations publiques. Organisée par l'International Protocol and Public Relations Board (IPPRB), elle avait pour thème : « Protocole, négociation et correspondance diplomatique ».

« Engagement remarquable »

Les travaux ont permis « d'initier ceux qui se mettent à disposition pour embrasser les métiers du protocole, pour agir auprès de différentes personnalités politiques ou administratives et de mettre à niveau les personnes qui viennent régulièrement pour les formations ».

Lors de la cérémonie d'ouverture, M. Jean Koffi Woaké, ancien du Mali, ils ont tous reçu un Gabonaise et pour sa contribution



Directeur du protocole d'Etat du Togo, actuellement Président en exercice de l'IPPRB International, a mis en relief cet objectif. Celui-ci a été donc atteint, comme l'ont reconnu les participants à la fin de la rencontre. Venus du Congo, du

« certificat professionnel ».

Un « diplôme d'honneur » a été aussi remis à M. Jean-Paulin Mabyala, par ailleurs Secrétaire général de IPPRB-Gabon, « pour son engagement remarquable au développement des activités du

au succès de la 6^e édition de l'événement Abidjan Contact Protocole, du 26 au 30 avril 2021 ». Il a dédié son diplôme à son administration, qui « a cru en [lui], en [ses] aptitudes et en [ses] capacités ».

ARRET SUR IMAGE



Aux côtés de plusieurs autres personnalités, M. François Louncény Fall, Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), a représenté le Secrétaire général de l'ONU aux funérailles du Maréchal du Tchad, le 23 avril à N'Djamena. La cérémonie a eu lieu Place de la Nation, en face du palais présidentiel, où la famille biologique et politique du Président Idriss Déby Itno ainsi que ses homologues lui ont rendu hommage. Après cette séquence par ailleurs marquée par des tirs de 21 coups de canon pour saluer sa mémoire, la dépouille a été remise aux ayant-droits en vue de l'enterrement, qui a eu lieu dans la stricte intimité familiale à Amdjarras (Est du Tchad), près de sa ville natale de Berdoba.

UN CHIFFRE, UNE ALERTE

1 053 : C'est le nombre de cas de violences sexuelles liées aux conflits recensés en 2020 en RDC, notamment dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika. Selon la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), des actes de cette nature ont été commis contre 675 femmes, 370 filles, 3 hommes et 5 garçons. Dans 177 cas, les faits remontaient aux années antérieures. La majorité des cas (700) ont été attribués à des groupes armés non étatiques, et les autres à des acteurs étatiques, dont 239 aux Forces armées de la RDC, 76 à la Police nationale congolaise et 38 à des acteurs étatiques divers. Le Secrétaire général de l'ONU est très préoccupé par cette situation. « J'exhorte les autorités à établir un dispositif de vérification des antécédents permettant d'écarter les auteurs de violence sexuelle des rangs des forces de sécurité, à adopter le projet de loi en instance sur la protection des victimes et des témoins, et à assurer le paiement des réparations grâce à la mise en place d'un fond doté de ressources propres », souligne-t-il (*Source : Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les violences sexuelles, 30 mars 2021*).

**INTERFACE**

Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - Bulletin mensuel d'information

Une publication de l'Unité de la Communication
stratégique et de l'Information publique

Contact éditorial : Norbert N. Ouendji

Contact éditorial : Tél. Bur. + (241) 11 44 47 16 | Mobile : + (241) 65 72 23 23
Courrier électronique : ouendji@un.org - piounoca@un.org
Adresse postale : B.P. : 23773 Libreville, Gabon
Site internet : <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS
facebook.com/unoca.onu



UNOCA

Revue annuelle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

Magazine
10^{ème} édition ■ Mai 2021

RETRO 2020



● **PREVENIR LES CONFLITS**

● **CONTRIBUER A LA RESOLUTION
PACIFIQUE DES CRISES**

● **CONSOLIDER LA PAIX**

**LA MISE EN ŒUVRE DU MANDAT
DE L'UNOCA DANS LE CONTEXTE
DE LA COVID-19**

BIENTÔT DISPONIBLE...